LA RAISON D'ETRE DE LA FINANCE	1
INTRODUCTION	1
QUATRE CONSTATS QUI SOLLICITENT LA RAISON D'ETRE DE LA FINANCE	2
Premier constat : le regard du plus grand nombre sur la finance ou de la confiance à la méfiance, et de la méfiance à la défiance	2
Deuxième constat : la dangerosité de la finance ou la crainte de la crise de demain	3
Troisième constat : l'incertitude sur la nature et la mission de la finance ou le glissement d'une finance de service à une industrie de la finance	3
Quatrième constat : la quête de sens	4
LES EVOLUTIONS MAJEURES DE LA FINANCE, SES DEFIS ACTUELS ET L'APPORT DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE	5
1. Première évolution majeure : la mondialisation et la concentration financière	6
2. Deuxième évolution majeure : la mathématisation et la technologisation de la finance	9
3. Troisième évolution majeure : la financiarisation de l'économie et des esprits	11
4. Quatrième évolution majeure : la régulation et la déontologie.....	13
5. Cinquième évolution majeure : un nouveau rapport à la dette publique	16
CONCLUSION	17

LA RAISON D'ETRE DE LA FINANCE

INTRODUCTION

Le mois dernier, M. Matthieu DETCHASSAR vous a parlé de la raison d'être de l'entreprise. Il me revient d'aborder avec vous ce soir la question de la raison d'être de la finance. C'est une question non seulement pertinente mais tout à fait cruciale aujourd'hui. En effet, il ne suffit pas que le monde de l'économie se pose la question de sa raison d'être. Puisqu'il n'y a pas d'économie sans finance, il faut impérativement que le monde de la finance s'interroge aussi sur sa propre raison d'être. Cependant cela ne peut pas se faire de la même manière dans le monde de la finance que dans le monde de l'économie. En effet, dans le monde de l'économie, chaque entreprise se pose, de son côté et pour elle-même, la question de sa raison d'être. Dans le monde de la finance, le fait que chaque établissement financier se pose la question, de son côté et pour lui-même, de sa propre raison d'être ne peut pas suffire. En effet, on ne peut pas se contenter du fait que chaque établissement financier se pose la question de sa propre raison d'être, il est nécessaire que la finance dans son ensemble s'interroge sur sa raison d'être et cela pour deux raisons fondamentales :

1. **Première raison :** Un établissement financier ne peut pas être seulement considéré comme une entreprise comme les autres ou parmi d'autres. En effet, les établissements financiers sont en lien nécessaire et vital avec toutes les autres entreprises et avec toutes les réalités économiques. Les établissements financiers

sont les instruments et les moyens indispensables à toute entreprise, qui ne peut dès lors pas fonctionner et encore moins se développer sans que la finance joue son rôle. La fonction nécessaire et vitale de la finance pour toute l'économie implique que le monde de la finance soit bien au clair sur sa raison d'être authentique en tant que finance.

2. **Deuxième raison :** Il est l'heure pour la finance de se poser la question de sa raison d'être, car la finance a beaucoup évolué depuis 50 ans. Elle s'est tellement transformée et tellement développée, et à grande vitesse et tous azimuts, que cette finance d'aujourd'hui a absolument besoin d'être refondée. La question sur la raison d'être doit encourager la finance à mettre au jour ses fondements les plus authentiques et ses finalités les plus justes, afin qu'elle puisse les assumer et bien orienter son activité.

Pour ces deux raisons, vous le comprenez aisément, il n'y aurait aucune cohérence à faire émerger la raison d'être des entreprises sans faire émerger en même temps la raison d'être de la finance. Il faut donc aider la finance à faire ce pas. D'ailleurs, le Pape François n'avait pas manqué de souligner, dans son encyclique *Laudato Si'* du 24 mai 2015, l'incapacité de la finance de se remettre elle-même en cause après la terrible crise financière de 2007-2008 : « *La crise financière de 2007-2008 était une occasion pour le développement d'une nouvelle économie plus attentive aux principes éthiques, et pour une nouvelle régulation de l'activité financière spéculative et de la richesse fictive. Mais il n'y a pas eu de réaction qui aurait conduit à repenser les critères obsolètes qui continuent à régir le monde.* » (n°189) Le Pape François manifeste d'une certaine manière sa déception devant cette finance qui n'a pas su se repenser. La crise de 2007-2008 semble n'avoir pas été suffisante pour que la finance se remette en cause plus fondamentalement. On comprend dès lors pourquoi le Pape François appelle à repenser la finance et les critères obsolètes qui la régissent. Cette attente du Pape François à ce que l'on repense la finance pour en faire émerger son authentique raison d'être, rejoint non seulement ma conviction personnelle, mais aussi et surtout celle du plus grand nombre de nos contemporains. Quatre constats corroborent la légitimité de cette attente.

QUATRE CONSTATS QUI SOLLICITENT LA RAISON D'ETRE DE LA FINANCE

Premier constat : le regard du plus grand nombre sur la finance ou de la confiance à la méfiance, et de la méfiance à la défiance

La crise financière de 2007-2008, dite crise des *subprimes*, a marqué une étape importante. Avant cette crise, la finance non seulement portait les espérances de la croissance et du développement, mais les accomplissait. La confiance était au beau fixe. La crise des *subprimes* a eu l'effet d'un *tsunami*, ravageant le monde de la finance, jusqu'ici pourtant si sûr de sa solidité et de sa puissance. En 2008, le Pape Benoît XVI l'avait bien perçu puisqu'il avait décidé de reporter la publication de son encyclique « *Caritas in veritate* » afin de la compléter par une réflexion plus précise sur la finance et son rôle. C'est dans cette encyclique qu'il a affirmé que le dommage le plus durable

lié à la crise des *subprimes* est « *la perte grave de confiance* » (n°35). Le Pape Benoît XVI avait vu juste. Depuis 2008, la confiance a disparu, la méfiance à l'égard de la finance a gagné du terrain au point qu'aujourd'hui il semble même qu'un certain climat de défiance à son encontre se soit durablement installé. Plus rien, semble-t-il, ne pourra être comme avant. D'autant plus que la prise de conscience écologique par le plus grand nombre en rajoute encore au regard de défiance sur la finance. Elle est vue comme celle qui a donné jusqu'ici les moyens financiers à une surexploitation des ressources naturelles et à des développements économiques portant atteinte directement à la protection de l'environnement.

Deuxième constat : la dangerosité de la finance ou la crainte de la crise de demain

La finance est perçue par beaucoup comme un système portant en lui-même une dangerosité. En effet, la complexité du système financier, son hyper-connexion à toutes les réalités économiques et son impact sur elles, la difficulté à le réguler au niveau mondial, malgré tous les efforts faits par les divers régulateurs depuis 2008, pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore, la finance crée une insécurité contagieuse : la peur de la goutte d'eau qui fait déborder le vase, la peur de l'effet *domino*, la peur que tout le système s'effondre. La finance est désormais perçue comme aussi fragile que puissante. C'est paradoxal et c'est justement ce paradoxe que nos contemporains, qu'ils soient de simples épargnants ou des professionnels expérimentés de la finance, perçoivent avec inquiétude : ils sont dépendants de cette finance qui, comme Goliath, donne l'impression de la puissance et de la force, mais qui est fondamentalement faible et peut s'écrouler à tout instant. Il suffit d'un petit David qui mette une petite pierre dans sa petite fronde pour faire s'écrouler celui qui semble pourtant, à première vue, indestructible. C'est pourquoi, beaucoup se demandent quand va advenir la prochaine crise financière. Certains revêtent même, actuellement, leurs atours de prophète pour annoncer qu'elle est imminente.

Troisième constat : l'incertitude sur la nature et la mission de la finance ou le glissement d'une finance de service à une industrie de la finance

La finance se cherche. Elle était traditionnellement conçue comme un service de l'économie et de son développement. Peu à peu, propulsée par le paradigme technocratique (pour reprendre l'expression souvent utilisée par le Pape François) qui a permis à la finance d'être mondialisée en un laps de temps très court, galvanisée par la possibilité d'un profit à deux chiffres, la finance a eu tendance à quitter sa tenue de service de l'économie et à devenir toujours plus une industrie à part entière, qui a attiré les ingénieurs de haut vol et les techniciens de précision. Sous leur impulsion entre autres, la finance s'est transformée en profondeur et s'est complexifiée. La technicité de la finance en a fait un monde de plus en plus réservé à des experts au point qu'aujourd'hui il est de plus en plus difficile de l'appréhender dans son ensemble, ou du moins sans en être soi-même un expert. La finance tend à changer de nature : du service de l'économie qui était son premier objectif, elle devient malheureusement une industrie à part entière, avec ses objectifs propres. Bien sûr, une industrie n'est pas

négative en soi, mais lorsque la finance devient une industrie au point de ne plus être d'abord au service de l'économie, alors elle modifie en profondeur sa propre raison d'être. En effet, le but de la finance n'est pas de créer des produits financiers toujours plus sophistiqués au service de la spéculation, mais de rester au service de l'économie et de ses besoins. Le glissement d'une finance de service à une industrie de la finance crée une ambiguïté qui soulève spontanément et avec pertinence la question que l'on ne pensait pourtant pas avoir besoin de poser : au fond, qu'est-ce que la finance ? Quelle est sa finalité ? Quel est le sens et la mission de la finance ? Le glissement d'une finance de service à une industrie de la finance donne de passer d'une vision positive de la finance qui apporte son aide à l'économie et à son développement à une vision négative : la finance se sert de l'économie pour réaliser à tout prix ses propres objectifs de performance, souvent très élevés. En passant d'une finance de service à une industrie de la finance, on est passé d'une finance qui sert l'économie à une finance qui se sert de l'économie.

Quatrième constat : la quête de sens

Ma fréquentation du monde de la finance depuis plusieurs années m'a donné de rencontrer des hommes et des femmes, comme tous les autres, pas pires que les autres, contrairement à ce que pensent certains qui ont la diabolisation facile. Beaucoup de ces professionnels de la finance s'interrogent sur le devenir de leur métier et sur la pertinence de ce qu'ils font concrètement. Il y a une quête de sens qui est manifeste et explicite et qui ne manque pas, en plus, d'être contagieuse. Elle est partagée par de plus en plus de monde et à tous les niveaux de responsabilité, et elle sollicite de la part de la finance une remise en cause profonde de son activité. La nouvelle génération ne manque pas, d'ailleurs, d'imposer de plus en plus sa quête de sens aux aînés. Elle en vient même à perturber quelque peu l'organisation des établissements financiers en ne se précipitant plus vers les métiers de la finance, comme elle aurait pu le faire il y a quelques années encore, et même en les quittant spontanément ou sur un coup de tête, manifestant par là qu'elle n'y trouve pas un sens suffisant pour y rester et y engager durablement ses forces et ses compétences. C'est un fait : les jeunes, et en particulier les plus brillants, ne veulent plus aller travailler dans les grands établissements financiers dans les tours de la Défense ; ils préfèrent les petites start-up avec plus de liberté, plus de créativité, plus de proximité, plus de réactivité, plus de souplesse.

A ces quatre constats, à savoir la défiance à l'égard de la finance, la dangerosité de la finance, l'incertitude sur la nature et la mission de la finance et la quête de sens, d'autres pourraient être ajoutés. Cependant ils suffisent pour se dire qu'il est temps de refonder en profondeur la finance, de mettre en lumière son authentique raison d'être. C'est ce que soulignait déjà le Pape Benoît XVI en 2009, dans l'encyclique *Caritas in veritate* : « *Les forces techniques employées, les échanges planétaires, les effets délétères sur l'économie réelle d'une activité financière mal utilisée et, qui plus est, spéculative, les énormes flux migratoires, souvent provoqués et ensuite gérés de façon inappropriée, l'exploitation anarchique des ressources de la terre, nous conduisent aujourd'hui à réfléchir sur les mesures nécessaires pour résoudre des problèmes qui*

non seulement sont nouveaux mais qui ont aussi, et surtout, un impact décisif sur le bien présent et futur de l'humanité. Les aspects de la crise et de ses solutions, ainsi qu'un nouveau et possible développement futur, sont toujours plus liés les uns aux autres. Ils s'impliquent réciproquement et ils requièrent des efforts renouvelés de compréhension globale et une nouvelle synthèse humaniste. La complexité et la gravité de la situation économique actuelle nous préoccupent à juste titre, mais nous devons assumer avec réalisme, confiance et espérance les nouvelles responsabilités auxquelles nous appelle la situation d'un monde qui a besoin de se renouveler en profondeur au niveau culturel et de redécouvrir les valeurs de fond sur lesquelles construire un avenir meilleur. La crise nous oblige à reconsidérer notre itinéraire, à nous donner de nouvelles formes d'engagement, à miser sur les expériences positives et à rejeter celles qui sont négatives. La crise devient ainsi une occasion de discernement et elle met en capacité d'élaborer de nouveaux projets. C'est dans cette optique, confiants plutôt que résignés, qu'il convient d'affronter les difficultés du moment présent. » (n°21)

Benoît XVI l'affirmait clairement : la complexité et la gravité de la situation économique actuelle oblige à reconsidérer l'itinéraire parcouru, à faire l'effort d'un discernement (le mot *crise* en grec veut dire *jugement* : une crise est toujours le moment d'un discernement à poser). Il s'agit donc de discerner pour se renouveler en profondeur et se mettre en capacité d'élaborer de nouveaux projets. Benoît XVI appelait à œuvrer à une nouvelle synthèse humaniste. Tout cela sans résignation, mais au contraire avec réalisme, confiance et espérance. C'est là le chemin que doit suivre la finance, c'est là le chemin que tous, et en premier lieu les acteurs de la finance, pleins de ce réalisme, de cette confiance et de cette espérance, nous avons à faire faire à la finance.

C'est pourquoi, pour suivre l'exhortation de Benoît XVI, souvent reprise par le Pape François, je vous propose de mettre en lumière cinq évolutions majeures qu'a connues la finance ces dernières décennies, de faire émerger les défis qui ressortent aujourd'hui de ces évolutions et de montrer en quoi la Doctrine Sociale de l'Eglise peut être le trésor de sagesse dans lequel la finance peut puiser pour relever les défis auxquels elle est confrontée et pour fonder ainsi de manière plus juste et plus durable sa raison d'être.

LES EVOLUTIONS MAJEURES DE LA FINANCE, SES DEFIS ACTUELS ET L'APPORT DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE

Même si la finance ne cesse d'évoluer, d'une certaine manière elle atteint, dans le temps présent, une forme de maturité dans le sens où elle est en train d'absorber et de digérer toutes les extensions apportées par les évolutions des 50 dernières années, Parcourons ces évolutions majeures et soulignons les défis qui en résultent.

1. Première évolution majeure : la mondialisation et la concentration financière

Le terme *mondialisation* désigne un processus général d'intensification des échanges par-delà les frontières, qui s'opère à l'échelle mondiale. Du point de vue de la finance, la mondialisation permet une plus grande mobilité des capitaux, donnant ainsi aux investisseurs la possibilité d'allouer des montants importants de manière quasi-instantanée en différents points du globe. La finance permet dès lors d'associer un nombre croissant de pays au système économique mondial et de sortir de la pauvreté de larges pans de la population mondiale. En cela la mondialisation est d'un apport considérable. Cependant, la mondialisation transporte aussi dans ses bagages d'autres phénomènes qui, bien loin d'être positifs, constituent des dangers réels. Parmi eux, il faut mentionner celui qui me semble être le plus inquiétant, à savoir la concentration des masses financières et des centres de prise de décision. Cette concentration financière génère une telle concentration des pouvoirs et des risques qu'elle met en place les conditions favorables aux risques systémiques. Dans la même ligne, la concentration économique, qui pousse les entreprises à croître toujours plus si elles ne veulent pas être rachetées par un concurrent, constitue, elle aussi, un danger important. En effet, toute concentration porte en elle le vice du « toujours plus ». Concentration financière et concentration économique s'appellent et se nourrissent mutuellement et imposent leurs exigences : toujours plus de croissance, donc toujours plus de consommation pour toujours plus de profit. Bénéfique un temps, la logique de la mondialisation devient mortifère à partir du moment où elle impose à tous la concentration comme une fatalité, comme un phénomène inévitable. Sa spirale destructrice se met alors en branle :

- La concentration financière et économique se voit dans les errances de son organisation et de son fonctionnement propres : la mise en place de modèles de gouvernance qui favorisent la dilution de la responsabilité et facilitent la prise de risques inconsidérée, la mise en place de systèmes de rémunération qui sont déconnectés du travail réellement effectué et de la responsabilité réellement assumée, la structuration d'une rentabilité démesurée qui met en péril la réalité économique elle-même et bien souvent l'emploi qui va avec, l'élaboration d'activités financières et économiques tellement complexes que l'intelligence humaine ne suffit plus à les comprendre et sur lesquelles le discernement humain peine dès lors à pouvoir s'exercer.
- La concentration financière et économique se voit aussi dans les dégâts qu'elle produit sur l'équilibre climatique, écologique, biologique. La concentration, par construction, brise des équilibres et crée ainsi des déséquilibres qui peuvent être irrémédiables sur l'environnement, sur le climat, sur la biodiversité.
- La concentration financière et économique se voit enfin dans les traces qu'elle laisse dans la vie sociale : concentration démographique urbaine, abandon des campagnes, anonymat, incivilités, violence, division, malaise social. On en voit aussi les traces en bout de chaîne, si je puis dire, sur la personne humaine elle-même : nombreuses formes de fuite (addictions et vie déséquilibrée, rapport douloureux au travail, déconnexion du

tissu social, solitude, appauvrissement culturel), parfois jusqu'à la marginalisation, à l'isolement ou à la migration.

La concentration est une spirale destructrice par construction, car elle ne peut que rejeter ce qu'elle n'a pas réussi à concentrer. Bien sûr, cette spirale destructrice n'a pas pour unique cause la concentration financière et économique. Loin s'en faut ! Cependant c'est bien elle qui l'initie, la nourrit et la renforce.

Pour contrer cette spirale de la concentration, il faut reconnaître que nombreux sont les premiers signes qui manifestent la volonté de mettre en place d'autres logiques, inverses ou parallèles, par exemple :

- L'élaboration d'une finance d'investissement à partir de critères extra-financiers, d'une finance de partage (fonds de partage), d'une finance participative, de micro-crédits.
- La volonté de produire et de consommer local
- La volonté de retourner vivre dans les campagnes
- La création de nouvelles formes d'habitat qui favorisent les relations et l'entraide (intergénérationnel, mixité sociale)

Ces signes, et il y en a encore d'autres, montrent que la question doit être posée : la finance tend-elle fatalement ou par nature à la concentration ou est-ce que cette concentration n'est qu'un engrenage, mis en place par la mondialisation, qui entraîne la finance, et avec elle tout ce qu'elle touche, sur un chemin qui l'éloigne de son identité propre et de sa mission authentique ?

La Doctrine Sociale de l'Eglise peut être d'une grande aide pour répondre à cette question avec les nuances nécessaires. En effet, la Doctrine Sociale de l'Eglise a déjà opéré un discernement précis sur la question de la mondialisation. Le Pape Benoît XVI dans le numéro 42 de son encyclique *Caritas in veritate* du 29 juin 2009, met clairement en perspective les enjeux de la mondialisation. Je reprends les éléments principaux :

1. Il faut écarter d'emblée toute conception fataliste et déterministe de la mondialisation. La mondialisation n'est a priori ni bonne, ni mauvaise, elle est ce que l'homme en fait. Elle relève donc de la responsabilité individuelle et collective de l'homme.
2. La mondialisation n'est pertinente que si elle est utile au développement dans le bien. Pour ce faire : « *Il faut travailler sans cesse afin de favoriser une orientation culturelle personnaliste et communautaire, ouverte à la transcendance, du processus d'intégration planétaire.* » (n°42)
3. La mondialisation a des dysfonctionnements possibles. Pour pouvoir les éviter ou les corriger, il faut que cette mondialisation soit fondée sur une anthropologie authentique : dignité et transcendance de la personne humaine, appartenance à la famille humaine, solidarité de tous les hommes. En conséquence, une vision anthropologique réductrice ne permet pas de corriger les dysfonctionnements de la mondialisation.
4. La concentration financière fait partie de ces dysfonctionnements. Elle aura toujours tendance, par construction, à se déconnecter des réalités économiques

concrètes, car elle n'est pas capable, même avec les algorithmes les plus puissants, de s'adapter aux évolutions incessantes du terrain économique et aux besoins réels des entreprises et des populations. Elle poursuit alors ses propres projets, dans une logique financière qui lui est propre, souvent dictée par des intérêts particuliers. C'est pourquoi, la Doctrine Sociale de l'Eglise affirme que la finance, pour éviter cette concentration, a besoin de subsidiarité. Dès lors, une bonne mondialisation ne peut être qu'une mondialisation qui respecte le principe de subsidiarité. En plus de la subsidiarité, la finance a aussi besoin de biodiversité, comme l'affirme le document de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi et du Dicastère pour le Service du Développement Humain Intégral *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones*, publié en 2018, lorsqu'il parle de la santé de la finance et de l'économie : « *Cette santé se nourrit d'une multitude et d'une diversité de ressources qui constituent une sorte de "biodiversité" économique et financière. Celle-ci est une valeur ajoutée au système économique et devrait être aussi incitée et protégée par des politiques économiques et financières appropriées ; leur finalité est d'assurer aux marchés la présence d'une pluralité de sujets et d'instruments sains, riches et diversifiés.* » (n°20) C'est donc une question d'écologie financière que de protéger la biodiversité financière. La subsidiarité et la biodiversité financière alliées à une authentique éthique du bien commun permettent à la finance de servir les réalités économiques au plus près du terrain et ainsi de contribuer au bien commun de l'économie et au développement intégral des populations.

5. A tout cela il faut ajouter que *Caritas in veritate* développe une idée absolument nouvelle et prophétique, à savoir le principe de gratuité et la logique du don. Cette idée prophétique exige une conversion profonde des esprits et des comportements : il s'agit de penser dorénavant que la gratuité et le don ne sont pas de simples principes philanthropiques et caritatifs à destination des bonnes œuvres, mais qu'ils ont à trouver leur place à l'intérieur de l'activité économique normale, car ils sont une exigence de la raison économique elle-même. Le n°36 de *Caritas in veritate* est explicite : « *Le grand défi qui se présente à nous, qui ressort des problématiques du développement en cette période de mondialisation et qui est rendu encore plus pressant par la crise économique et financière, est celui de montrer, au niveau de la pensée comme des comportements, que non seulement les principes traditionnels de l'éthique sociale, tels que la transparence, l'honnêteté et la responsabilité ne peuvent être négligées ou sous-évaluées, mais aussi que dans les relations marchandes le principe de gratuité et la logique du don, comme expression de la fraternité, peuvent et doivent trouver leur place à l'intérieur de l'activité économique normale. C'est une exigence de l'homme de ce temps, mais aussi une exigence de la raison économique elle-même. C'est une exigence conjointe de la charité et de la vérité.* »

2. Deuxième évolution majeure : la mathématisation et la technologisation de la finance

La mathématisation a fourni les outils conceptuels qui ont permis une sophistication et une complexification considérables des opérations de nature financière et à leur modélisation à travers des produits dérivés et d'autres produits structurés. Pour l'investisseur, ils peuvent avoir l'avantage de réduire le risque ou d'améliorer le couple rendement/risque. A l'échelle d'une institution financière, cette évolution peut rendre difficilement lisible le niveau d'exposition globale de celle-ci aux différents risques, les opérateurs de marché devenant hyperspécialisés et les transactions se multipliant. L'accumulation de millions de transactions, parfois très complexes, impliquant des milliers de contreparties rend presque impossible une vision d'ensemble des engagements globaux. Cette absence de vision d'ensemble rend difficile l'exercice d'une responsabilité humaine. Les nouvelles technologies renforcent encore cette difficulté en permettant un développement croissant de la gestion algorithmique, où les décisions d'investissement peuvent être prises en quelques millisecondes avec l'aide de systèmes informatiques ne nécessitant aucune intervention humaine. Ces plateformes permettent d'élargir l'accès aux marchés financiers et peuvent également être conçues pour exécuter automatiquement des stratégies spécifiques fondées sur l'analyse technique ou pour faire du *trading* haute fréquence. Ce *trading* haute fréquence tire parti d'écart de prix, parfois minimes, ou d'anomalies de marché pour réaliser des gains en exécutant des ordres dans des plages temporelles proches de la nanoseconde, en ayant recours à des algorithmes mathématiques. Ces stratégies reposent sur la puissance de calcul des ordinateurs, dont on sait qu'elle devrait encore croître fortement dans les prochaines années.

La mathématisation et la technologisation de la finance posent deux questions qui deviennent autant de défis à relever :

- Première question : la finance ne se replie-t-elle pas sur elle-même dans un mode de fonctionnement qui lui est propre, avec la volonté de réduire ses interlocuteurs aux seuls initiés ? Dans ce cas, une finance, qui devient un en-soi autoréférencé, ne peut que perdre le contact avec la vraie réalité économique et les destinataires finaux de son activité. Quand la finance tend à perdre son rôle initial de service de l'économie et se développe de plus en plus comme une industrie propre, la question de sa raison d'être doit se poser à frais nouveaux et en toute transparence, afin qu'il n'y ait pas de tromperie par rapport aux attentes de ceux qui ont recours à elle. En effet, la finance comme industrie entre dans un rapport tout autre aux clients. Ils sont désormais vus comme des consommateurs de produits financiers et non plus comme des personnes cherchant auprès de leur établissement financier des conseils financiers pour gérer au mieux leur patrimoine et son investissement. Cela pose évidemment la question de la place du conseil dans la finance. Le conseil financier est pertinent lorsqu'il est donné de manière fiable au service du client. Il ne l'est plus lorsqu'il est pollué par les intérêts, souvent cachés, de l'établissement financier lui-même. Le conseil implique le service fiable des intérêts du client, c'est cela et cela seul qui peut motiver sa confiance.

- Deuxième question : les nouvelles technologies ne tendent-elles pas à transformer la finance à un point tel que l'homme, en tant qu'opérateur, se retrouve peu à peu mis sur la touche ? Quel est le sens d'une finance tendant à diminuer de plus en plus l'intervention humaine et donc l'exercice d'une réelle responsabilité humaine. En effet, si l'homme n'intervient pas, il n'est pas non plus responsable. Quelle est la raison d'être d'une finance, qui porte en elle-même un pouvoir réel immense sur les hommes et leur avenir, et qui en même temps se détache de plus en plus de la présence et de la décision responsable de l'homme lui-même ?

Ces deux questions, une finance autoréférencée et pour initiés et une finance sans intervention et sans responsabilité humaines, convergent dans la nécessité d'une réflexion en profondeur sur le lien entre la finance et la personne humaine. Cette réflexion doit se faire maintenant, avant qu'un point de non-retour ne soit atteint et qu'elle ne puisse plus être menée du tout.

Le Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise, publié en 2005, avait déjà bien identifié les conséquences de la mathématisation et de la technologisation de la finance : « *Le développement de la finance, dont les transactions ont largement surpassé en volume les transactions réelles, risque de suivre une logique toujours plus autoréférentielle, sans lien avec la base réelle de l'économie. Une économie financière qui est une fin en soi est destinée à contredire ses finalités, car elle se prive de ses propres racines et de sa propre raison constitutive, et par là de son rôle originel et essentiel de service de l'économie et, en définitive, de développement des personnes et des communautés humaines.* » (n°368-369) La Doctrine Sociale de l'Eglise affirme que la finance n'est pas faite pour être autoréférencée sous peine de contredire ses finalités authentiques, mais qu'elle doit garder comme finalité propre d'être au service de l'économie, c'est sa raison d'être la plus immédiate en vue du but ultime qui est de servir le développement des personnes et des communautés humaines. La personne humaine, considérée comme individu ou comme appartenant à une communauté, est la finalité de toute l'activité financière et économique. Lorsque ce n'est plus le cas, la finance dévie de sa finalité propre et crée une crise, comme le rappelle le Pape François dans son exhortation apostolique *La joie de l'Evangile* du 24 novembre 2013 : « *la crise financière que nous traversons nous fait oublier qu'elle a à son origine une crise anthropologique profonde : la négation du primat de l'être humain !* » (n°55). Ce primat de l'être humain ne signifie pas du tout, de lui-même, une mise à l'écart de tout ce que les technologies financières peuvent apporter au service des professionnels de la finance, mais simplement que la finance ne pourra jamais demander à la technique de se substituer à la capacité décisionnelle et à la responsabilité personnelle de l'homme. En effet, quel que soit son degré de sophistication, une technique ne sera jamais qu'une cause instrumentale d'un agir qui, fondamentalement, aura toujours l'homme pour origine et pour fin. Pour pouvoir affirmer la centralité de la personne humaine, sans que cela ressemble à un vœu pieux ou à un mantra que l'on répète sans cesse et qui devrait, comme par magie, transformer les comportements, il faut savoir ce qu'est une personne humaine, en quoi elle se distingue de tout autre individu (cf. Cahiers PRO PERSONA n°1 à 5). La Doctrine Sociale de l'Eglise détient un trésor de

sagesse anthropologique, dont la finance ne peut absolument pas se passer. *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones* affirme cette nécessité d'une juste vision de l'homme : « Il apparaît donc clairement que, sans une juste vision de l'homme, on ne peut fonder ni une éthique ni une pratique à la hauteur de sa dignité et du vrai bien commun. En fait, dire que l'action humaine est neutre ou dégagée de toute conception fondamentale – même dans la sphère économique – c'est toujours impliquer une compréhension de l'homme et du monde, qui révèle ou non sa positivité à travers les effets et le développement produits. » (n°9)

Si la finance ne tient pas compte de ce qu'est exactement l'identité et la dignité de la personne humaine, non seulement elle se construit toujours sur le sable et risque donc la tempête qui la mettra à terre d'une manière ou d'une autre, mais aussi elle devient elle-même un danger permanent pour la personne humaine. Donc une finance sans fondement anthropologique authentique est une finance qui finit par broyer l'homme lui-même. N'est-ce pas l'antienne que le Pape François chante sur tous les tons ? Cela signifie que tout acteur de la finance doit se former à l'anthropologie pour pouvoir exercer réellement sa responsabilité et, en le faisant, reprendre la main sur une finance qui a tendance à être livrée à elle-même, au risque de devenir le pire ennemi de l'humanité.

3. Troisième évolution majeure : la financiarisation de l'économie et des esprits

Financiarisation est un terme qu'il faut prendre avec des pincettes car il peut revêtir plusieurs significations. Je le retiens dans mon propos pour désigner un phénomène complexe combinant un développement extraordinaire du secteur financier et une prépondérance accrue des mécanismes financiers dans les décisions économiques des entreprises. Accompagnant le développement économique des pays, les marchés financiers n'ont cessé de se structurer afin de permettre l'emploi des stocks d'épargne nouvellement constitués par les ménages, au travers des mécanismes d'assurance et de prévoyance. Cette évolution, qui s'est opérée à une échelle globale, a pu être favorisée par d'importantes décisions politiques et réglementaires au cours des dernières décennies. Elle s'est notamment traduite par une croissance accélérée de la valeur totale des actifs financiers, par rapport à l'ensemble des richesses produites, au point d'induire une forme de « déconnexion » avec l'économie dite productive. Favorisée par l'émergence d'outils technologiques puissants et la complexification croissante des outils de financement, cette évolution a bouleversé profondément les modes d'organisation des économies mondiales au point de favoriser parfois une forme de prééminence de la finance dans l'économie. La financiarisation n'a pas impacté seulement l'économie, mais beaucoup plus largement les esprits en général, et en particulier l'esprit des investisseurs eux-mêmes, au point que la recherche de la valeur actionnariale maximale de l'entreprise devient de plus en plus leur préoccupation première. Dans le contexte actuel où les esprits sont marqués par le relativisme moral et par l'individualisme égoïste et hédoniste, les investisseurs recherchent bien souvent eux aussi, dans leur domaine, d'une manière effrénée et à tout prix, le profit maximal à court terme. Le profit est alors érigé en finalité de la finance. Ce phénomène n'est

certes pas propre à la finance et touche tous les secteurs d'activités, mais il est encore plus fort dans la finance, car l'argent risque à la fois d'être l'objet de la finance et l'objectif de la finance. Cela se voit de manière criante lorsque les intérêts de quelques-uns, les actionnaires par exemple, deviennent prescripteurs de choix et de comportements financiers motivés par le seul profit, souvent au détriment d'un bien commun plus large. Une logique se met inexorablement en place : le profit appelle le profit, et ainsi de suite, indéfiniment. Cette logique fait fi de tout autre discours et tend à devenir le dogme central sur lequel la financiarisation des esprits prospère. Face à cette logique implacable, face à ce cercle vicieux, il faut marquer un coup d'arrêt : la définanciarisation des esprits est désormais une urgence. Il est temps d'éduquer les esprits à ce que le profit ne soit plus la seule et unique finalité de l'activité financière. Cette définanciarisation des esprits, loin d'être au détriment de la finance, est en sa faveur, car elle la libère de l'obsession du profit et lui permet ainsi de retrouver et de révéler sa véritable raison d'être. Cette définanciarisation des esprits est le préalable nécessaire à la définanciarisation progressive de l'économie.

La Doctrine Sociale de l'Eglise propose un chemin par étapes pour contribuer à cette définanciarisation des esprits :

1^{ère} étape : il faut remettre le profit à sa juste place : le profit est un moyen mais ne doit pas être la finalité ultime de la finance. Le Pape Benoît XVI l'a rappelé avec clarté dans *Caritas in veritate* : « *Le profit est utile si, en tant que moyen, il est orienté vers un but qui lui donne un sens relatif aussi bien à la façon de le créer que de l'utiliser. La visée exclusive du profit, s'il est produit de façon mauvaise ou s'il n'a pas le bien commun pour but ultime, risque de détruire la richesse et d'engendrer la pauvreté.* » (n°21). Le profit doit rester un moyen au service d'une finalité qu'il n'est pas lui-même.

2^e étape : il faut donner explicitement à la finance une autre finalité que le profit : en effet, si la finance ne définit pas explicitement une autre finalité que le profit, automatiquement elle aura le profit pour finalité, car la nature a horreur du vide.

3^e étape : à partir du moment où une autre finalité que le profit est visée, alors les esprits commencent à se définanciariser et s'ouvrent peu à peu à :

- a. Une réflexion sur la responsabilité de l'investisseur, qui doit augmenter proportionnellement à sa capacité d'influence et d'impact ;
- b. Une réflexion sur le bien commun, qui doit prendre en compte le développement humain intégral, à savoir de tout homme, sans exception, et de tout l'homme, dans toutes ses dimensions. L'écologie est une dimension de ce développement, mais pas l'unique. La Doctrine Sociale de l'Eglise rend particulièrement attentif à ce que la dimension transcendante de la personne humaine soit aussi prise en compte, alors qu'elle est habituellement négligée sous prétexte qu'elle relève de la sphère privée. C'est pourquoi, elle réclame de la finance qu'elle soit au service d'une écologie humaine intégrale ;
- c. Une réflexion sur l'éthique de l'investissement, qui doit mettre en place des manières, non seulement légales, mais vraiment bonnes d'investir pour le bien commun. L'éthique ne peut ni se réduire à l'application des normes légales ou déontologiques, ni se contenter d'être un mot creux ou fourre-tout au service d'un vernis communicationnel. Une éthique

authentique empêchera l'investisseur de faire certains investissements, c'est vrai, mais surtout elle lui permettra de faire de meilleurs investissements pour le bien commun.

- d. Une réflexion sur la durabilité de l'investissement, qui doit prendre en compte non seulement les personnes humaines d'aujourd'hui, mais aussi celles qui constitueront les générations futures, et encore une fois en tenant compte de toutes les dimensions.

Ce chemin de définanciarisation des esprits conduit à une définanciarisation de l'économie, puis au développement d'une économie financée en vue du véritable bien commun, celui du développement humain intégral.

4. Quatrième évolution majeure : la régulation et la déontologie

Les crises financières des quinze dernières années (éclatement de la bulle internet, scandales comptables et crise financière de 2007-2008) ont conduit à l'émergence de nombreuses réglementations applicables aux activités financières, expressions de la volonté des opinions publiques et des autorités, de réguler les rapports sociaux, de préserver l'intérêt général et de réparer les errements du passé, tout en prévenant leur réédition. Le terme *régulation*, habituellement utilisé dans la finance, n'exprime pas plus que l'ensemble des règles du jeu. On est loin du sens du terme *loi* : la loi indique une direction en vue de la finalité qu'est le bien commun. Il y a là un appauvrissement qui est lourd de conséquences, sans compter qu'en réalité la régulation se trouve face à une tâche qui confine à l'impossible. Comment réguler une activité financière très complexe, qui innove et évolue sans cesse et, qui plus est, est mondialisée alors que la régulation elle-même ne l'est pas ? C'est un peu la quadrature du cercle et on le voit bien. La superposition de régulateurs locaux, régionaux, nationaux ou internationaux produit des règles que les groupes financiers présents dans plusieurs pays ou sur plusieurs marchés doivent appliquer de manière cumulative. Cette hyper-régulation devrait permettre de renforcer le sentiment de sécurité juridique. Dans la réalité, ce n'est pas le cas, car les textes normatifs sont forcément de plus en plus complexes et donc de moins en moins compréhensibles pour la plupart des opérateurs financiers. En outre, et pour cette même raison, ces derniers ont l'obligation d'agir en totale dépendance des services de conformité (compliance) sans lesquels plus rien ne peut se décider. La norme échappe ainsi à l'opérateur, elle devient affaire de spécialiste. Cette réalité est encore aggravée par le fait que certains textes normatifs sont parfois revus ou corrigés rapidement après leur entrée en vigueur ou ajustés en fonction de l'actualité ou du mouvement rapide des innovations financières. Et c'est sans compter sur le fait que la régulation ne tend pas toujours « vers le plus ». Elle peut aussi aller « vers le moins » lorsque certains États assouplissent leur réglementation dans le but d'attirer des capitaux ou des acteurs financiers, dans un contexte de concurrence accrue entre les places financières mondiales. Force est de constater que la régulation peine à assurer la sécurité juridique qu'elle vise pourtant. En plus, une forte régulation a un autre effet négatif, à savoir de déresponsabiliser les opérateurs financiers, réduits à la fonction de rouage d'un système, leur action consistant avant tout à se conformer à des procédures. En effet, l'application pratique de ces réglementations à l'échelle individuelle consiste

souvent à la mise en œuvre de procédures qui réduisent parfois à néant la marge de liberté de l'opérateur. Ces procédures induisent chez ceux qui sont chargés de les mettre en œuvre une action de type mécanique, qui peut par ailleurs, dans le paradigme technicien qui prévaut aujourd'hui, être calquées sur des modèles réputés plus fiables que le jugement humain. Ainsi la régulation, en s'intensifiant, peut donner à croire que le jugement de l'homme est le danger que court la finance. La régulation tend ainsi à écarter le jugement humain de l'opérateur financier au profit des procédures élaborées par les services de conformité (compliance) ou de déontologie. Et l'application des procédures tend à devenir le garant d'une finance éthique. Dans cet esprit-là et c'est souvent celui qui domine dans la communication financière, la finance est éthique lorsqu'elle respecte les procédures. Là, de nouveau, la finance est atteinte par ce mal récurrent qui consiste à ne plus se poser la question de la finalité de son activité, mais de se contenter seulement de vérifier qu'elle respecte bien les procédures. La procédure tend à faire disparaître la finalité. Le « comment » tend à faire disparaître le « pour quoi ».

Nul doute donc que la régulation et la déontologie ont leur place à prendre et leur rôle à jouer mais que dans l'excès elles ont deux effets négatifs :

- la déresponsabilisation de l'opérateur financier, voire même la promotion de l'idée que la finance doit être libérée du jugement de l'homme et de sa responsabilité ;
- la réduction du caractère éthique de la finance au simple respect des procédures au point de faire du « comment » la seule question qui vaille et d'amputer ainsi l'éthique de son questionnement sur la finalité, sur le « pour quoi ».

La Doctrine Sociale de l'Eglise, tout en donnant toute sa place à la régulation et à la déontologie, affirme clairement qu'elle n'est pas suffisante au développement d'une finance éthique, d'une finance ordonnée à une finalité bonne. En effet, la régulation et la déontologie sont à la finance ce que le code de la route est à la circulation routière. La régulation et la déontologie, comme le code de la route, indiquent les règles à respecter pour ne pas se prendre un mur. Par contre, toujours comme le code de la route qui n'est jamais capable d'indiquer la destination, la régulation et la déontologie ne seront jamais capables d'indiquer la finalité, le « pour quoi » de la finance. C'est donc un leurre de penser que la régulation et la déontologie suffiront à ramener ou à garder la finance dans le droit chemin. Benoît XVI avait mis en lumière cette problématique dans la lettre du 30 mars 2009, adressée à M. Gordon BROWN, alors Premier Ministre du Royaume-Uni à l'occasion du Sommet du G20 : « *Les crises financières apparaissent lorsque - partiellement en raison du déclin de comportements éthiques corrects - les agents du secteur économique perdent confiance dans ses modes d'opération et dans ses systèmes financiers. [...] Toutes les mesures proposées pour maîtriser cette crise doivent viser, en dernière analyse, [...] à restaurer le comportement éthique dans le monde financier. [...] Un élément-clé de la crise est le déficit d'éthique dans les structures économiques.* » Benoît XVI appelait, suite à la crise de 2007-2008, à ne pas se contenter de réguler la finance, mais de travailler à une restauration des comportements éthiques des acteurs de la finance. Dix ans plus tard, l'appel est repris sans cesse par le Pape François car le déficit d'éthique dans la finance reste flagrant. *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones* commence dans son 1^{er}

numéro par faire retentir à nouveau cet appel : « *Aujourd'hui plus que jamais, les problèmes économiques et financiers attirent notre attention, en raison de l'influence croissante des marchés sur le bien-être matériel d'une bonne partie de l'humanité. Cela requiert, d'une part, une juste régulation de leurs dynamiques et, d'autre part, un fondement éthique clair qui garantisse au bien-être obtenu une qualité humaine de relations que les mécanismes économiques ne sont pas en mesure de produire à eux seuls. De nos jours, un tel fondement éthique est réclamé de toutes parts, en particulier par ceux qui travaillent dans le système économique et financier.* » (n°1) *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones* ne manque pas d'appliquer ce besoin d'un fondement éthique clair à la *compliance* : « *Aujourd'hui, les principaux acteurs opérant dans le monde financier, et en particulier les banques, doivent être dotés d'organismes internes qui assurent une fonction de compliance, d'autocontrôle de la légitimité des principales étapes du processus de prise de décision et des principaux produits offerts par l'entreprise.* » ... « *Il est nécessaire que le jugement de conformité (compliance) examine sur le fond les différentes opérations, même celles qui sont « positives », en s'assurant de leur respect effectif des principes qui guident la législation en vigueur. Suivant cette modalité, le travail de cette fonction, selon l'avis de beaucoup de personnes, serait plus aisé si l'on mettait en place des comités d'éthique qui, au côté des Conseils d'administration, seraient les interlocuteurs naturels de ceux qui doivent garantir la conformité des comportements aux réglementations en vigueur dans la gestion concrète de la banque.* » (n°28) La *compliance* ne suffit donc pas à elle seule à garantir le caractère éthique de la finance, la Doctrine Sociale de l'Eglise préconise une instance spécifique qui puisse garantir le caractère éthique de l'activité financière.

On le voit bien, la finance ne peut pas se contenter de régulation et de déontologie, elle a besoin de savoir à quoi elle sert, comment elle sert, où elle va et ce qu'elle veut vraiment être. La finance a besoin de finalité, d'éthique, de responsabilité, de raison d'être. La finance a besoin de sens, si elle ne veut pas errer et finir par se perdre et perdre avec elle tout ce qui lui est lié. C'est pourquoi, la Doctrine Sociale de l'Eglise ne cesse de creuser et d'approfondir la question du sens. Elle est essentielle et tous nos contemporains l'attestent, en le recherchant chacun à sa manière. Le sens recoupe trois réalités cumulatives :

- Le sens exprime d'abord la signification : qu'est-ce que cela signifie ? Appliquer à la finance, cette question devient tout simplement : qu'est-ce que la finance ?
- Le sens exprime ensuite la direction, l'orientation, le but, la finalité : quelle est la finalité ? Appliquer à la finance, cette question devient tout simplement : qu'est-ce que la finalité de la finance ?
- Le sens exprime enfin la cohérence : pour que quelque chose ait un sens, et donc ne soit pas absurde, il faut que cela soit cohérent. Appliquer à la finance, cette question devient : la finance a-t-elle un sens, est-elle cohérente ? Cela interroge beaucoup de choses : la finance est-elle au service du bien commun authentique ? La finance tient-elle compte de tout ce dont elle doit tenir compte, de toutes les parties prenantes ? La finance est-elle exemplaire ?

La quête de sens de nos contemporains exprime un besoin, qui n'est rien d'autre au fond que le besoin d'éthique que toute personne humaine ressent fortement comme une nécessité pour pouvoir vivre et travailler en paix.

5. Cinquième évolution majeure : un nouveau rapport à la dette publique

Jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle, la question qui se posait alors était de savoir si les pays dits riches ne devaient pas remettre partiellement ou totalement la dette des pays considérés comme plus pauvres. C'était la question que le Pape Jean-Paul II avait posé aux dirigeants des pays les plus riches à l'occasion du Jubilé de l'an 2000. Il était évident alors que la dette ne pouvait exister que de façon ponctuelle et pour des finalités bien identifiées, en particulier pour le financement des investissements les plus lourds, nécessaires au développement des pays. Aujourd'hui, les équilibres sont complètement modifiés. Force est de constater que certains pays dits riches se sont considérablement endettés. La dette n'est plus ponctuelle, maîtrisée et destinée à financer des investissements lourds. Elle est devenue durable, généralement très importante et utilisée pour financer non seulement des investissements mais aussi du fonctionnement. Par ailleurs, la charge du remboursement, pesant par nature sur le futur, peut être désormais reportée sur d'autres personnes que les emprunteurs initiaux, voire sur les générations suivantes. La dette est de moins en moins une relation de confiance entre un prêteur et un emprunteur, et de plus en plus un pur mécanisme financier, sans relation humaine. Dès lors, on comprend bien que l'explosion de l'endettement, notamment public, est allée de pair avec la complexification du système financier. Le développement des prêts avec pension de titres comme relation financière de base a fait des titres de dette publique un élément-clé du système financier. De multiples agents s'intercalent entre les prêteurs ultimes et les emprunteurs ultimes contractant des relations multiples les uns avec les autres, ce qui peut générer des effets en cascade. Ces intermédiations ont aussi contribué à des modifications du mode de financement des institutions financières. Ce changement dans le rapport à la dette est radical : il a un impact non seulement sur la culture économique, mais aussi sur les politiques publiques, ainsi que sur le comportement des particuliers. La question de la soutenabilité de la dette peut passer au second plan derrière la satisfaction immédiate d'un besoin.

Le nouveau rapport à la dette publique, développé récemment, avec toutes ses conséquences sur les politiques publiques et sur l'endettement des personnes privées, donne l'impression que la solution de facilité a fini par s'imposer. Tout le monde pressent que se mettent en place des cercles vicieux dont on ne saura plus comment sortir : que faut-il penser des transferts intergénérationnels que représente une dette accumulée pour financer les dépenses publiques courantes, dans un contexte où le vieillissement de la population va peser sur la capacité à financer cette dette ? Le nouveau rapport à la dette publique est symptomatique de ce phénomène où l'on voit le mal peu à peu se structurer et devenir un puissant cercle vicieux, ce que le Pape Jean-Paul II appelait une structure de péché. C'est à se demander si la dette n'est pas devenue, malheureusement, le principal objectif de développement durable. *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones* porte un regard lucide sur la nécessité de l'assainissement de la dette publique. Il en va de la santé du système économique international : « *La dette, c'est-à-dire l'ensemble des passifs financiers qui pèse sur les États, est aujourd'hui l'un des plus grands obstacles au bon fonctionnement et à la croissance des différentes économies nationales.* » ... « *Les États sont appelés d'une part, à remédier à cette situation au moyen d'adéquates gestions du système public par le biais de réformes structurelles sages, et par la répartition judicieuse des dépenses et des investissements ciblés ; d'autre part, au plan international, en mettant chaque pays face à ses responsabilités incontournables, il faut également permettre et encourager de manière raisonnable les voies judicieuses de sortie de la spirale de la dette, en ne faisant pas porter aux États – et donc à leurs concitoyens, en clair à des millions de familles – le fardeau de ce qui de fait se révèle insoutenable. Cela suppose également des politiques de réduction raisonnable et harmonisée de la dette publique, en particulier lorsque celle-ci est détenue par des entités d'une telle consistance économique qu'elles sont en mesure d'offrir cette réduction. Des solutions similaires sont nécessaires à la santé du système économique*

international, afin d'éviter la propagation de crises qui pourraient l'affecter tout entier, et à la poursuite de la recherche du bien commun des nations dans leur ensemble. » (n°32)

La Doctrine Sociale de l'Eglise rappelle donc que la résignation n'est jamais de mise, encore moins face à la mise en place d'une structure de péché. Face à cette déresponsabilisation collective, il faut réagir. Pour ce faire, la vision à long terme est absolument nécessaire. Si la vision à court terme favorise par facilité l'endettement, la vision à long terme permet, elle, de lever les yeux et de remettre le tout dans la perspective du bien commun durable qui peut appeler aux sacrifices d'intérêts immédiats pour tenir compte de la solidarité intergénérationnelle et de la préservation de la maison commune. Le Pape François ne cesse de répéter que « tout est lié ». Il faut de la lucidité, du discernement, de l'inventivité, de la responsabilité et du courage pour tout tenir ensemble : à la fois la solidarité immédiate à l'égard des pauvres d'aujourd'hui et la solidarité à l'égard des générations futures ; à la fois l'utilisation actuelle des ressources naturelles pour permettre à ceux d'aujourd'hui de vivre décemment et la préservation de ces mêmes ressources pour les générations futures. La finance, par sa capacité de financement, est au cœur de ce discernement et de cette responsabilité, car elle a le pouvoir de façonner le monde d'aujourd'hui et de demain et donc le devoir de tenir compte, avec lucidité et inventivité, du fait que « tout est lié ». La finance ne peut pas se passer d'une vision à long terme.

CONCLUSION

Ces cinq évolutions majeures, la mondialisation et la concentration financière, la mathématisation et la technologisation de la finance, la financiarisation de l'économie et des esprits, la régulation et la déontologie, le nouveau rapport à la dette publique, montrent que la finance est à une croisée des chemins. Il lui faut choisir entre le chemin de l'appât du gain et du fétichisme de l'argent, et le chemin de la sagesse et du développement humain intégral. Soit la finance continue à céder à la facilité et elle engendrera régulièrement ses propres catastrophes, soit elle a le courage de la sagesse et se refonde, sans plus attendre, sur des bases plus authentiques, plus justes, plus durables. Certains, courageux, indiquent du doigt le chemin de la sagesse et le prennent eux-mêmes en élaborant de nouveaux modèles, qualifiés aujourd'hui de finance alternative. Cette finance a le mérite d'exister et d'indiquer d'autres chemins pour la finance. Cependant, il me semble que nous ne pouvons pas nous contenter de promouvoir une finance alternative qui reste marginale dans ses volumes et ses impacts, sans assumer aussi notre commune responsabilité de montrer à la finance tout entière les principes fondamentaux sur lesquels elle doit s'appuyer désormais pour se transformer et se renouveler de telle sorte qu'elle puisse à l'avenir honorer sa véritable raison d'être. L'Eglise catholique, à travers sa Doctrine Sociale de l'Eglise, prend cette mission au sérieux. Le temps est venu de prendre de la hauteur, de mener une réflexion plus fondamentale, de discerner pour pouvoir prendre les décisions nécessaires et poser les actes que ces décisions appellent. Dans cette perspective, la Doctrine Sociale de l'Eglise met à la disposition de tous les hommes et de toutes les femmes de bonne volonté, indépendamment de leur foi ou non dans le Christ, son trésor de sagesse absolument nécessaire pour mener cette réflexion de fond. Les principes fondamentaux de la Doctrine Sociale de l'Eglise ne sont que des principes de bon sens élémentaire, nécessaires à la santé de tout système financier, et sans lesquels principes fondamentaux ce dernier finit par se pervertir et devenir destructeur.

Permettez-moi de terminer avec la conclusion même d'*Oeconomicae et pecuniariae quaestiones* : « Face à l'immensité et à l'omniprésence des systèmes économiques et financiers d'aujourd'hui, nous pourrions être tentés de nous résigner au cynisme et de penser que nos pauvres forces n'y peuvent faire que bien peu. En fait, chacun de nous peut faire beaucoup, surtout s'il ne reste pas seul. De nombreuses associations provenant de la société civile représentent, dans cette ligne, une réserve de conscience et de responsabilité sociale dont on ne peut se passer. Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes tous appelés à veiller comme des sentinelles de la vie saine et à devenir des

interprètes d'un nouvel engagement social, en orientant notre action vers la recherche du bien commun et en la fondant sur des principes fermes de solidarité et de subsidiarité. » (n°34)

Chers Amis, puissions-nous tous être les acteurs de cette espérance dans le monde de la finance !
Merci de votre attention.